

INTRODUCTION

La politique alimentaire genrée et le défi de rester vivantes

L'agriculture, l'art de faire croître la nourriture, est à la fois le principal moyen d'existence d'une majorité d'individus sur terre, notamment des femmes, et le secteur le plus directement lié au droit économique le plus fondamental qui soit : le droit à l'alimentation et à la qualité nutritionnelle.

Les femmes ont été les premières productrices de nourriture de l'histoire, et elles occupent toujours une position centrale dans les systèmes alimentaires des pays du Sud eu égard au travail qu'elles y accomplissent. En moins de deux décennies, une poignée de scientifiques blancs de sexe masculin ont réduit quasiment à néant, partout dans le monde, le savoir-faire agricole accumulé par les femmes depuis quatre à cinq milliers d'années. Ainsi, ils ont non seulement bafoué leur qualité d'expertes – l'expertise des femmes consistant à prendre modèle sur les systèmes de régénération de la nature –, mais la destruction de ce savoir-faire s'est accompagnée de celle, écologique, des processus naturels et de celle, économique, des populations pauvres dans les zones rurales.

L'agriculture a toujours évolué grâce aux femmes. La plupart des agriculteurs dans le monde sont des femmes, et la plupart des jeunes filles sont de futures agricultrices, qui acquièrent connaissances et compétences sur le terrain. Ce qui est cultivé sur les fermes détermine qui va pouvoir en vivre, ce qui est consommé, en quelle quantité et par qui. Les femmes jouent ainsi un rôle décisif en matière de sécurité alimentaire, en produisant plus de la moitié

des denrées à l'échelle mondiale et en satisfaisant plus de 80 % des besoins en nourriture des ménages et des régions précaires.

La sécurité alimentaire est donc directement liée à la capacité de production des femmes, et tout ce qui limite celle-ci met en danger celle-là, plus particulièrement chez les ménages pauvres des régions pauvres. Du champ à la cuisine, de la semence à l'assiette, la force des femmes réside dans la diversité; quand celle-ci s'érode, les capacités des femmes s'érodent également.

Le travail des femmes est caractérisé par la diversité, qu'il s'agisse de la plantation et de l'ensemencement de cultures vivrières ou de leurs méthodes de transformation des aliments. En s'en prenant à la diversité, les systèmes économique, scientifique et technologique dominants s'en prennent aux femmes et aux filles. Le système économique a rendu invisible le travail des femmes dans la production de nourriture, car elles alimentent non pas le marché, mais les foyers, et accomplissent de multiples tâches faisant appel à toutes sortes de compétences.

Les femmes sont demeurées invisibles en tant qu'agricultrices en dépit de leur contribution. Ce qu'elles réalisent en ce domaine est ignoré, les économistes ne comptabilisent généralement pas leur production comme du « travail » ni même comme relevant du « domaine de la production ». L'agriculture n'est donc pas une vocation ouverte aux jeunes filles. Les problèmes relatifs à la collecte des données sur le travail agricole ne sont pas dus au fait que trop peu de femmes en fournissent, mais, au contraire, parce qu'elles sont trop nombreuses à en fournir trop.

Les statisticiens et les chercheurs sont incapables de définir conceptuellement le travail des femmes, à l'intérieur comme à l'extérieur du foyer (or l'agriculture relève souvent des deux sphères); cette absence de reconnaissance est exacerbée par la quantité d'activités que les femmes accomplissent, en parallèle de nombreuses tâches ménagères. Elle est aussi liée au fait que

leur travail n'est pas mesuré en salaire, alors même qu'elles subviennent aux besoins de leur famille et de leur communauté. Le labeur des femmes est invisible parce qu'il s'exerce hors du marché et du travail rémunéré.

La science et la technologie ont invisibilisé le savoir et la productivité des femmes en ne tenant pas compte de l'importance de la diversité dans la production agricole. Comme le souligne le rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publié à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation de 1998 – dont le thème était « Les femmes nourrissent le monde » –, les femmes utilisent plus d'espèces de plantes, cultivées ou non, que les agronomes n'en connaissent. Ainsi, dans les jardins privés nigériens, elles plantent entre 18 et 57 espèces différentes; en Afrique subsaharienne, elles cultivent jusqu'à 120 espèces à côté des cultures de rente dévolues aux hommes; au Guatemala, les jardins privés de moins de 0,1 hectare comptent plus de 10 espèces d'arbres et de plantes. On a recensé plus de 60 essences d'arbres fruitiers dans un seul jardin africain. En Thaïlande, des chercheurs ont comptabilisé jusqu'à 230 espèces dans les jardins privés. En Inde, les femmes utilisent 150 espèces différentes de plantes donnant des légumes, du fourrage ou ayant des vertus médicinales. Dans le Bengale-Occidental, les 124 espèces de « mauvaises herbes » récoltées dans les rizières ont une importance économique pour les agriculteurs. Au Mexique, dans la région de Veracruz, les paysans utilisent environ 435 espèces de plantes sauvages et d'animaux, dont 229 pour la consommation alimentaire. Les femmes sont les expertes mondiales de la biodiversité. Malheureusement, l'invisibilisation et la domination dont elles sont victimes par l'agriculture industrielle les privent de leur potentiel.

Tandis que les femmes gèrent et produisent de la diversité, le paradigme agricole dominant promeut la monoculture, censée

augmenter le rendement. C'est pourtant tout le contraire : les monocultures ne produisent pas plus, elles exercent simplement davantage de contrôle. D'après le rapport de la FAO de 1998, une étude réalisée dans l'est du Nigeria a montré que des jardins privés occupant seulement 2 % de la surface agricole d'un foyer fournissaient 50 % de sa production totale. En Inde, Navdanya¹ a étudié l'agriculture écologique fondée sur la biodiversité et a démontré que les exploitations gérées par des femmes produisaient plus de nourriture, et d'une meilleure qualité nutritive, que les fermes industrielles ayant recours à des produits chimiques.

À l'évidence, si le savoir des femmes n'était pas rendu invisible, la polyculture des jardins serait la voie suivie pour garantir la sécurité alimentaire. Au lieu de quoi, ces systèmes hautement productifs sont détruits afin de générer « plus » de nourriture.

De même que les méthodes de culture des femmes produisent plus de nourriture tout en préservant davantage de ressources, leurs méthodes de transformation des aliments conservent mieux les nutriments. Le pilage manuel du riz ou son broyage au moyen d'un moulin actionné au pied sauvegardent les protéines, les matières grasses, les fibres et les minéraux. Quand le riz est préservé, ses substances nutritives le sont encore plus. C'est pourquoi, lorsque les décortiqueurs mécaniques remplacent le pilage manuel – comme c'est le cas au Bangladesh, où 700 nouvelles rizeries ont supplanté en une seule année le travail rémunéré de 100 000 à 140 000 femmes en réduisant le volume de main-d'œuvre par tonne de deux cent soixante-dix heures à seulement cinq –, ils privent non seulement les femmes de leur travail et de leurs moyens de subsistance, mais aussi leurs filles de nutriments essentiels. Et pourtant, dans les économies patriarcales,

1 Association créée en 1987 par Vandana Shiva pour protéger la biodiversité agricole indienne et lutter contre les multinationales qui la mettent en péril. (N.d.T.)

un tel processus de destruction de la valeur nutritive est qualifié de « valeur ajoutée ». Nourrir la planète implique de produire plus d'aliments avec moins de ressources. Les femmes possèdent ce savoir-faire, et celui-ci doit infuser nos institutions de recherche et de développement agricoles.

Or le désavantage des femmes dans l'accès à la propriété limite considérablement leur capacité à nourrir la planète. Les droits de propriété incluent des droits à la terre ainsi qu'aux ressources communes telles que l'eau et la biodiversité. Les nouveaux droits de propriété intellectuelle (DPI) bafouent les droits des femmes à la biodiversité et réduisent à néant leurs innovations en la matière. Si l'on veut leur rendre leur capacité à nourrir la planète, il faut faire évoluer les régimes de DPI vers des systèmes *sui generis* reconnaissant et protégeant les innovations collectives et informelles des femmes.

Alors que les femmes se voient refuser l'accès aux ressources et que l'agriculture de subsistance se féminise de plus en plus, le modèle agricole dominant montre des signes croissants de masculinisation précisément à mesure qu'il s'approprie les ressources et les droits des femmes dans l'agriculture de subsistance et qu'il se présente comme la seule option valable pour nourrir la planète.

Il est un mensonge récurrent proféré par les multinationales et le secteur des biotechnologies : seule l'ingénierie génétique pourrait nourrir le monde. Toutefois, bien que les biotechnologies soient censées multiplier par quatre la production alimentaire, les petites fermes écologiques affichent une productivité plusieurs centaines de fois supérieure à celle des grosses entités industrielles pratiquant l'agriculture conventionnelle.

Dans le tiers-monde, les agricultrices possèdent le plus souvent de petites exploitations. Elles assurent l'essentiel de la sécurité alimentaire en partenariat avec d'autres espèces. Ce partenariat entre les femmes et la biodiversité permet depuis toujours de

nourrir la planète et continuera de le faire à l'avenir. Il s'agit donc de le préserver et de l'encourager pour garantir la sécurité alimentaire.

L'agriculture fondée sur la diversité, la décentralisation et l'amélioration de la productivité des petites exploitations grâce à des méthodes écologiques est une agriculture centrée sur les femmes et respectueuse de la nature. Dans cette agriculture, le savoir est partagé, les autres espèces animales et végétales sont considérées comme des semblables et non comme des « propriétés », et la soutenabilité repose sur la restauration de la fertilité du sol, de la biodiversité et de la richesse des espèces comme sources d'apports internes. Dans cette agriculture, il n'y a pas de place pour la monoculture d'espèces génétiquement modifiées ni pour le monopole des semences garanti par les DPI.

Monocultures et monopoles sont les symboles de la masculinisation de l'agriculture. La mentalité guerrière qui sous-tend cette agriculture militaro-industrielle transparaît de manière évidente dans les noms donnés aux herbicides qui détruisent les bases économiques de la survie des femmes les plus pauvres des régions rurales du tiers-monde : ceux de Monsanto s'appellent Round Up, Machete, Lasso², et ceux d'American Home Products, qui a fusionné avec Monsanto, Pentagon, Prowl, Scepter, Squadron, Cadre, Lightning, Assert, Avenge³. Ce langage est celui de la guerre, pas de la durabilité.

L'utilisation la plus répandue du génie génétique dans l'agriculture vise à améliorer la réaction aux herbicides, en sélectionnant des cultures résistantes à ces produits. Le soja et le coton résistants au glyphosate de Monsanto en sont des exemples.

2 « Rafle », « machette », « lasso ». *(N.d.T.)*

3 « Pentagone », « rôleur », « sceptre », « escadron », « cadre », « foudre », « défendre », « venger ». *(N.d.T.)*

Leur introduction dans certains pays du tiers-monde a provoqué un recours accru aux produits agrochimiques, aggravant ainsi les problèmes environnementaux. Ce soja et ce coton y ont en outre détruit la biodiversité dont dépendent les femmes des zones rurales pour assurer leur subsistance : ce que Monsanto considère comme des mauvaises herbes est pour elles source de nourriture, de combustibles et de médicaments.

Tandis que les femmes, depuis des millénaires, veillent à la continuité des semences en dépit des guerres, des inondations et des famines, la masculinisation de l'agriculture a donné naissance à une technologie violente, dite « Terminator », qui empêche les graines de germer après la récolte. C'est un moyen d'accumuler du capital et d'étendre le marché. Mais à mesure que Monsanto conquiert des marchés, la richesse de la nature et des paysans diminue. Lorsque nous semons, nous prions : « Que cette graine dure toujours. » Monsanto et le ministère de l'Agriculture des États-Unis, quant à eux, formulent le souhait suivant : « Que cette graine soit stérile afin que nos profits et notre monopole durent toujours. »

La violence intrinsèque aux méthodes et au langage des multinationales de l'agro-industrie et des biotechnologies s'exerce contre la biodiversité et le savoir-faire et la productivité des femmes. La violence consistant à détruire la diversité par les monocultures et à entraver la liberté de conserver et d'échanger les semences en imposant des monopoles par les DPI est aux antipodes des méthodes variées, non violentes des femmes pour appréhender la nature et assurer la sécurité alimentaire [voir la note « Deux modèles », p. 383].

Le génie génétique et les DPI finiront par déposséder les femmes de leur créativité, de leurs innovations et de leur pouvoir décisionnaire dans le domaine agricole. Ce ne seront plus elles qui auront la main sur ce qui est cultivé dans les champs

et servi à table, mais l'agriculture mondialisée reposant sur le génie génétique et les monopoles. Cette agriculture imposera un système alimentaire et une vision du monde où les hommes qui contrôlent les multinationales contrôleront également ce qui pousse dans nos champs et ce que nous mangeons, investiront leurs capitaux dans le vol et la biopiraterie et se présenteront ainsi comme les créateurs et les possesseurs du vivant.

Les systèmes agricoles créés par les femmes ont plusieurs spécificités. Ce sont des cultures de petite échelle, qui préservent et renouvellent les ressources naturelles – sol, eau, biodiversité – et ne dépendent pas ou peu des combustibles fossiles et des produits chimiques, ce qui est primordial eu égard au changement climatique et au pic pétrolier⁴. Les apports nécessaires à la production, comme les fertilisants, sont préparés sur place, à partir de compost, d'engrais vert ou de plantes fixatrices d'azote. Enfin, la diversité et l'intégration sont des considérations essentielles, de même que la qualité nutritive. Les petites exploitations gérées par les femmes maximisent ainsi la valeur nutritionnelle à l'hectare, tout en préservant les ressources.

L'essentiel de la nourriture cultivée est consommé par le foyer ou le village, une partie est vendue sur les marchés locaux et une autre expédiée plus loin. L'agriculture gérée par les femmes est la principale garante de la sécurité alimentaire des communautés rurales. Quand les familles mangent à leur faim, cela vaut pour les petites filles aussi. Dans le cas contraire, ce sont elles qui sont les plus touchées par la malnutrition, à cause de la discrimination sexuelle. Lorsque l'accès à la nourriture est restreint, les petites filles sont les dernières servies.

4 Point à partir duquel la production pétrolière va inexorablement décroître. (N.d.T.)

La politique alimentaire genrée s'exerce ainsi à plusieurs niveaux.

À l'origine, selon la division sociale du travail, la production et la transformation de la nourriture ainsi que l'approvisionnement incombait aux femmes (elles cultivaient les aliments, les cuisinaient, les transformaient et les servaient). Les systèmes alimentaires gérés par les femmes reposent sur le partage et le soin, la conservation et le bien-être.

Dans un deuxième temps, la mondialisation des entreprises, conduite par le patriarcat capitaliste, a transformé la nourriture, sa production et sa distribution. Le contrôle de l'ensemble du circuit alimentaire, du champ à l'assiette, a été retiré aux femmes pour passer aux mains des multinationales, qui sont les « patriarques » du monde moderne. Chemin faisant, la semence est devenue une non-semence. La semence se multiplie et se reproduit ; les semences hybrides et génétiquement modifiées ne se renouvellent pas. Par définition, la nourriture nourrit, et, comme dit un vieux texte indien : « Tout est nourriture, toute chose en nourrit une autre. » Mais la nourriture contrôlée par les multinationales n'est plus de la nourriture : elle devient une marchandise, qui sert aussi bien d'agrocarburant pour les voitures ou de fourrage pour les élevages industriels que d'aliment pour ceux qui ont faim. Non seulement la nourriture est supplantée, mais le savoir et le travail des femmes, leurs compétences, leur productivité et leur créativité sont détruits.

Cinq géants de la génétique et cinq géants de l'alimentation ont remplacé des milliards de femmes dans la production et la préparation de nourriture, engendrant de nouveaux risques en matière de sécurité alimentaire et sanitaire. En 2008, des émeutes de la faim ont éclaté dans plus de 40 pays à cause de la flambée des prix. Plus d'un milliard d'individus n'ont pas accès à la nourriture, deux milliards souffrent d'obésité et d'autres

maladies liées à une alimentation industrielle et déséquilibrée. Et ce sont les femmes et les filles qui sont le plus touchées par ces deux types de malnutrition.

Désormais, une nouvelle révolution alimentaire est en marche, qui s'appuie sur l'héritage alimentaire et agricole des femmes pour instaurer des systèmes justes, sains et durables, garantissant à chacun une nourriture de bonne qualité.

AU COMMENCEMENT ÉTAIT LA GRAINE : MONDIALISATION ET POLITIQUE GENRÉE DE LA SEMENCE

À partir du début des années 2000, les multinationales ont détourné la biodiversité de la planète et les innovations des populations indigènes grâce aux nouveaux droits de propriété et aux nouvelles technologies. Les régimes de DPI, regroupés au niveau mondial au sein de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), signé en 1994 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)⁵, ont été étendus pour intégrer les organismes vivants, instituant *de facto* un contrôle monopolistique sur la biodiversité. Dans le même ordre d'idées, la Biological Diversity Act⁶, votée en 2002 en Inde, qui aurait dû servir à défendre les droits des communautés, a au contraire facilité la privatisation de la biodiversité et du savoir indigène.

Les sociétés agricoles indiennes sont parmi les plus anciennes et les plus importantes au monde. Elles possèdent une diversité remarquable avec pas moins de 166 espèces de plantes cultivées et 320 espèces sauvages parentes. Les forêts, qui abritent une grande

partie – mais pas la totalité, loin de là – de la biodiversité du pays, recouvrent aujourd'hui quelque 64 millions d'hectares, soit 19 % des terres, dont à peu près un tiers est constitué de forêt primaire. Environ 10 millions d'hectares sont classés comme « forêts de protection » à des fins de stabilité écologique, 15 millions sont destinés à la production de bois d'œuvre et 25 millions à la foresterie sociale afin de satisfaire la demande en bois de chauffe et en fourrage. Enfin, environ 14 millions d'hectares sont consacrés aux parcs nationaux et sanctuaires de la vie sauvage.

En Inde, sur un total estimé de 50 000 espèces végétales, dont 15 000 plantes à fleurs (soit 6 % du total mondial), 33 % sont endémiques. Les zones riches en espèces endémiques sont le Nord-Est, les Ghats occidentaux, le nord-ouest et l'est de l'Himalaya. Les îles Andaman et Nicobar abritent quant à elles au moins 200 espèces de plantes endémiques. Parmi les autres végétaux, on estime qu'il y a environ 5 000 espèces d'algues, 1 600 de lichens, 20 000 de champignons, 2 700 de bryophytes et 600 de ptéridophytes. Et parmi les quelque 81 000 espèces d'animaux figurent 50 000 espèces d'insectes, 4 000 de mollusques, 200 de poissons, 140 d'amphibiens, 420 de reptiles, 1 200 d'oiseaux, sans compter d'autres invertébrés. 13 % du nombre total des espèces d'oiseaux dans le monde sont indiennes. L'Inde héberge également 372 espèces de mammifères, dont 63 % sont présentes dans l'État de l'Assam. Au total, l'Inde recense sur son territoire 200 000 espèces d'organismes vivants.

70 % de la population indienne dépend des systèmes de production traditionnels pour sa survie. Les zones rurales sont principalement habitées par de petits exploitants. Les semences produites et vendues par les agriculteurs représentent plus de 70 % de l'approvisionnement total en semences du pays. De même, plus de 70 % des besoins en soins de santé en Inde sont satisfaits par la médecine traditionnelle, dont les praticiens utilisent plus de 7 500 variétés différentes de plantes médicinales. D'après une

5 Organisation à laquelle l'Inde a adhéré en 1995. (N.d.T.)

6 Loi destinée à protéger la diversité biologique, adoptée afin que l'Inde remplisse ses engagements dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB). (N.d.T.)

étude ethnobotanique réalisée à la fin des années 1990, le système de soins traditionnels reposant sur la biodiversité comptait encore 360 740 praticiens de l'ayurveda⁷, 29 701 spécialistes de l'unani⁸ et 11 644 autres du *siddha*⁹. S'ajoutent à cela les pratiques de soins traditionnelles perpétuées dans les villages par des millions de mères de famille, d'accoucheuses et de guérisseuses.

Le partage et l'échange des ressources biologiques et du savoir relatif à leurs propriétés et à leur utilisation ont toujours été la norme dans les sociétés indigènes et continuent de l'être dans la plupart des communautés, y compris modernes. Mais ces pratiques de partage et d'échange tournent à la « piraterie » lorsque des individus, des organisations ou des entreprises s'arrogent des DPI sur la biodiversité et le savoir dont les communautés autochtones leur ont fait cadeau.

Les semences, cette ressource commune partagée et conservée par les femmes, sont ainsi devenues la « propriété » de Monsanto et lui valent de toucher des royalties. Monsanto considère que les semences dont elle s'est elle-même emparée par piratage auprès des communautés autochtones sont « piratées » dès lors qu'elles sont conservées ou échangées. Ainsi, les valeurs humaines les plus nobles sont jugées criminelles tandis que les dispositions les plus viles sont élevées au rang de « droits de propriété intellectuelle ».

⁷ Médecine traditionnelle indienne reposant sur l'équilibre entre le corps et l'esprit. (N.d.T.)

⁸ Médecine traditionnelle fondée sur l'observation des déséquilibres entre la chaleur et l'humidité des organes. (N.d.T.)

⁹ Médecine traditionnelle développée dans l'État du Tamil Nadu, proche de l'ayurveda, mais faisant davantage usage de l'alchimie. (N.d.T.)

L'Accord sur les ADPIC de l'OMC, combiné au développement de l'industrie des semences, pourrait devenir la plus grande menace pesant sur la sécurité alimentaire des populations. L'article 27.3.b) est celui qui affecte le plus directement les droits des agriculteurs et la biodiversité agricole :

Les Membres pourront aussi exclure de la brevetabilité les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes, et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que les procédés non biologiques et microbiologiques. Toutefois, les Membres prévoient la protection des variétés végétales par des brevets, par un système sui generis efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens. Les dispositions du présent alinéa seront réexaminées quatre ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

Cet article autorise donc deux formes de DPI sur les végétaux – les brevets et un système *sui generis* –, faisant de la loi indienne sur les brevets (Patent Act) et de la législation sur les variétés de végétaux (National Plant Variety legislation) des sources de différends potentiels entre intérêts publics et privés.

La loi indienne sur les brevets de 1970 excluait de la brevetabilité toute méthode appliquée à l'agriculture et à l'horticulture. En outre, la section 5a prévoyait l'exclusion des brevets sur les produits agrochimiques. Le projet de révision de cette législation, présenté en 1995, entendait lever les restrictions concernant l'agriculture. Et comme il ne fixait pas de nouveaux critères d'exclusion, il autorisait *de facto* le brevetage des plantes, des produits végétaux, des caractéristiques végétales, de leurs gènes, des biopesticides, des biofertilisants, etc. Cette absence totale de délimitation aurait porté atteinte à l'agriculture, menacé les agriculteurs et mis en péril la sécurité alimentaire en Inde.

C'est pourquoi ce projet de révision de la loi n'a pas été adopté par le Parlement.

Chez Navdanya, nous conservons 2000 variétés de riz dans nos banques de semences communautaires, dont le basmati, ce riz naturellement parfumé qui fait la réputation de la ville de Dehradun. Cette variété, que les agriculteurs de ma vallée ont cultivée pendant des siècles, est aujourd'hui revendiquée par une entreprise américaine du nom de RiceTec (brevet n° 5 663 454), qui prétend avoir « inventé une nouvelle lignée de riz ». De même, le *neem*, ou margousier, que nos mères et nos grands-mères utilisent depuis toujours comme pesticide et fongicide, a été breveté pour ces usages par la W. R. Grace & Co., une autre entreprise américaine. Nous avons contesté ce brevet avec les Verts devant le Parlement européen et l'Office européen des brevets¹⁰.

Ce phénomène de biopiraterie, par lequel des entreprises occidentales volent aux femmes du tiers-monde des siècles de savoir collectif et d'innovation, prend aujourd'hui des proportions alarmantes. Monsanto justifie cette biopiraterie en la qualifiant de « partenariat » entre l'agro-industrie et les femmes du tiers-monde ; mais pour nous, un partenariat repose sur l'égalité et le respect mutuel, et non sur le vol. Si partenariat il devait y avoir, celui-ci impliquerait de modifier l'Accord sur les ADPIC de l'OMC qui protège les pirates et punit les créateurs originaux, comme en témoigne le différend survenu en 1996 entre l'Inde et les États-Unis¹¹. La loi américaine sur les brevets, qui autorise le piratage à outrance de nos connaissances en matière de biodiversité, devrait

également être modifiée. Seuls de tels changements pourraient garantir que nos innovations et notre savoir collectif soient protégés et que les femmes soient reconnues et respectées en tant qu'expertes en biodiversité.

DU CHAMP À L'ASSIETTE : POLITIQUE GENRÉE DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Tandis que les « droits de propriété intellectuelle » patriarcaux sont utilisés pour détruire la biodiversité et dépouiller les femmes de leur aptitude en matière de sélection végétale, les lois « sanitaires et phytosanitaires » – portant sur la salubrité des aliments telle que la définit le patriarcat capitaliste – réduisent à néant le savoir-faire des femmes dans la production d'une nourriture de qualité, saine et savoureuse, et la remplacent par des aliments transformés, mauvais pour la santé.

Bien que les dispositions de l'OMC prévoient qu'un accès à 5 % de leur marché au minimum doive être accordé par les États importateurs, les pays développés imposent certaines normes de qualité, spécifications des produits et autres réglementations sanitaires et phytosanitaires. L'Union européenne, par exemple, exige désormais que la traite des vaches soit entièrement mécanisée afin d'éviter les contaminations et que de l'eau potable soit utilisée pour la transformation du lait ! Elle recommande également l'utilisation exclusive d'équipements en acier et d'air filtré. Pour respecter de telles normes, l'industrie laitière indienne devra investir beaucoup de capitaux dans les infrastructures requises, nécessitant des efforts de coopération ou l'intervention du secteur coopératif. Compte tenu du niveau de rendement actuel, cela risque toutefois d'entraîner une augmentation du prix du lait. En outre, de tels investissements dépassent les capacités financières de la plupart des éleveurs, qui ne possèdent souvent qu'une ou

10 Après dix ans de combat, le groupe des Verts a obtenu victoire, et l'Office européen des brevets a annulé le brevet accordé en 1994 à la compagnie américaine d'agrochimie W. R. Grace. Source : www.lemonde.fr/europe/article/2005/04/07/les-verts-europeens-ont-arrache-le-margousier-de-l-inde-a-la-rapacite-americaine_636323_3214.html (N.d.T.)

11 Les États-Unis ont estimé que la législation indienne violait l'accord en interdisant la protection par brevet des produits agrochimiques. (N.d.T.)

deux têtes de bétail. Des mesures semblables ont été recommandées pour l'industrie agroalimentaire.

Lorsque de nouveaux régimes de DPI sont introduits dans une économie aussi plurielle, sur les plans technologique et culturel, que celle de l'Inde – qui a toujours été régie par des codes coutumiers et des lois morales plutôt que des législations écrites –, il faut s'assurer que les changements prévus par la législation nationale dans le cadre de la mondialisation s'accompagnent des garde-fous nécessaires pour empêcher la piraterie, notamment la biopiraterie, les droits d'obtenteur et la piraterie culturelle et intellectuelle.

LA TRANSFORMATION LOCALE ATTAQUÉE

Les multinationales de l'agro-industrie tentent aujourd'hui de s'emparer du secteur de la transformation alimentaire en faisant passer pour « archaïques » les produits frais et locaux, et pour « modernes » les produits transformés vendus sous aluminium ou sous plastique. L'industrialisation de la transformation et de l'emballage des aliments a d'abord été appliquée aux huiles de table, au bénéfice du soja importé et au détriment du personnel des huileries et des petits agriculteurs, privés de leurs moyens de subsistance. C'est maintenant le secteur du blé qui éveille les convoitises.

L'économie indienne du blé repose sur une production, une transformation et une distribution décentralisées, à petite échelle et locales. Le blé et la farine fournissent un revenu et de la nourriture à des millions de personnes travaillant dans les champs, les commerces ou les minoteries locales. L'économie décentralisée, à petite échelle et familiale de la production et de la transformation alimentaires représente un secteur colossal, qui permet à des millions de personnes de gagner leur vie, tout en fournissant une nourriture fraîche et saine à des prix accessibles. De plus, elle n'a aucun impact négatif sur l'environnement. On estime que

plus de 3,5 millions de *kirana*, ou échoppes familiales, approvisionnent la population indienne en blé, et que plus de 2 millions de petits moulins locaux produisent de la farine. Sans compter la farine que produisent des millions de femmes à l'échelle de leur foyer. Le rouleau à pâtisserie qui sert à préparer les *roti*¹² a toujours été un symbole du pouvoir des femmes.

Alors que 40 millions de tonnes de blé sont commercialisées, seules 15 millions sont vendues directement sous forme d'*atta*¹³, car les Indiens apprécient la nourriture fraîche et de qualité. Moins de 1 % de l'*atta* consommée porte le nom d'une marque, car les gens préfèrent en superviser eux-mêmes la qualité au *chakki*¹⁴ local plutôt que de faire confiance à une marque de farine déjà emballée, et qui n'est donc plus fraîche. Cette économie décentralisée et à petite échelle, qui repose sur des millions de producteurs, d'artisans et de commerçants, nécessite très peu de capitaux et encore moins d'infrastructures. Dans cette économie, le capital et les infrastructures, ce sont les êtres humains. Cependant, une telle économie centrée sur l'humain est peu compatible avec des profits de grande ampleur pour les géants de l'agro-industrie qui cherchent à en faire un secteur lucratif.

La destruction de cette économie décentralisée, qui prive des millions de personnes de leurs moyens d'existence et de l'accès à une farine fraîche et bon marché, est qualifiée de « modernisation du circuit alimentaire ». Dans les pays du tiers-monde, la nourriture préemballée est présentée comme celle des riches, alors même que, dans les pays industrialisés, ce sont en réalité les personnes démunies qui sont contraintes de consommer ces aliments ultra-transformés puis emballés, tandis que les populations aisées

12 Pains indiens proches des chapatis. (N.d.T.)

13 Farine de blé non raffinée utilisée pour la fabrication du pain. (N.d.T.)

14 Moulin ou broyeur traditionnel en pierre. (N.d.T.)

leur préfèrent des denrées fraîches. Les emballages ne sont pas synonymes de «modernisation», mais représentent au contraire l'obsolescence d'une économie non durable qui utilise le packaging et les stratégies de marque pour supplanter des systèmes moins coûteux et plus efficaces qui, eux, transforment les aliments localement, sous les yeux des clients, leur garantissant qualité et fraîcheur.

FAIM, MALNUTRITION ET POLITIQUE ALIMENTAIRE

Les émeutes de la faim font la une des journaux, mais il existe une forme bien plus cachée de famine, qui touche près d'un milliard de personnes dans le monde en les privant de leur droit à l'alimentation, ainsi qu'un problème de malnutrition responsable de l'obésité et d'autres maladies connexes. La faim et l'obésité (ou la peur qu'elles suscitent) sont des enjeux féministes dans la mesure où les femmes et les filles en sont les premières victimes, mais aussi parce qu'elles sont le résultat d'un système alimentaire façonné et contrôlé par le patriarcat capitaliste.

La malnutrition est la conséquence à la fois d'une privation d'accès à la nourriture et d'une perte de la valeur accordée à la qualité nutritionnelle dans nos fermes et nos processus de transformation.

La disparition de la biodiversité sur les exploitations agricoles est liée à celle des femmes dans ces mêmes exploitations et se traduit par un accroissement de l'insécurité alimentaire pour les petites filles. La malnutrition durant l'enfance entraîne la malnutrition à l'âge adulte, et l'anémie qui en résulte est la principale déficience dont souffrent les femmes. C'est aussi la première cause de mortalité maternelle. Lorsque des femmes sous-alimentées deviennent mères, elles donnent naissance à des bébés souffrant d'insuffisance pondérale, qui seront plus vulnérables aux maladies

et donc privés de leur droit à jouir d'une individualité pleine et d'une bonne santé.

Le lien entre ces enjeux sanitaires et l'agriculture est habituellement peu reconnu ; pourtant la malnutrition, comme la nutrition, commence là où sont cultivés les aliments.

Nous sommes ce que nous mangeons.

Mais que mangeons-nous ?

Que faisons-nous pousser dans nos champs ?

Comment le faisons-nous pousser ?

Quel impact cela a-t-il sur notre santé et sur la planète ?

L'innocuité alimentaire, la sécurité alimentaire et l'agriculture sont intimement liées. La façon dont nous cultivons et ce que nous cultivons déterminent ce que nous mangeons et qui le mange, mais aussi la qualité et la salubrité de notre nourriture. Et pourtant, les enjeux d'innocuité alimentaire, de sécurité alimentaire et d'agriculture ont été dissociés les uns des autres. La façon dont est produite la nourriture empêche la majorité des personnes d'y avoir accès, et contraint les autres à consommer de mauvais aliments. Un milliard d'êtres humains souffrent de la faim¹⁵ et deux milliards sont atteints de maladies liées à l'alimentation, comme l'obésité, le diabète et l'hypertension. Les personnes qui n'ont pas accès à la nourriture sont victimes de malnutrition parce qu'elles sont pauvres ; celles qui ont les moyens de s'approvisionner dans le grand supermarché planétaire sont victimes d'un autre type de malnutrition, celle des riches. Les pays du tiers-monde supportent le triple fardeau des maladies liées à l'alimentation, de la faim et de l'obésité. L'OMS et la FAO ont prédit que, durant les années 2020, 70 % des décès

15 Selon les données de la FAO, en 2019, 690 millions de personnes, soit 8,9 % de la population mondiale, seraient « sous-alimentées ». Voir par exemple : www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/13/3-milliards-d-individus-ne-peuvent-se-payer-un-regime-alimentaire-sain-et-varie_6046089_3244.html (N.d.T.)

dus à une cardiopathie ischémique, 75 % dus à un AVC et 70 % dus au diabète surviendront dans les pays en développement. Ces troubles, dits non transmissibles, sont directement liés à notre régime alimentaire.

Notre système alimentaire mondialisé et industrialisé engendre de la malnutrition de bien des manières. Tout d'abord, l'agriculture industrialisée repose sur l'éviction des petits paysans qui, expropriés et déracinés, viennent grossir les rangs de ceux qui ont faim.

Ensuite, l'agriculture industrialisée est gourmande en capitaux. Elle nécessite des apports externes coûteux tels que les semences non renouvelables, les engrais synthétiques, les pesticides et les herbicides. Les paysans s'endettent lourdement pour se les procurer ; quand vient le moment de rembourser, ils sont obligés de vendre toute leur récolte et se retrouvent sans rien à manger. S'ils ne peuvent pas rembourser leurs dettes, ils perdent leurs terres. Ils sont également de plus en plus nombreux à y laisser la vie. En Inde, plus de 150 000 agriculteurs se sont donné la mort à la suite de l'augmentation des coûts des intrants qui, en parallèle de la baisse des prix de vente de leurs produits, les avait enfermés dans la spirale infernale du surendettement.

Si la malnutrition et la faim progressent, c'est aussi parce que les agriculteurs sont incités à se convertir aux cultures de rente destinées à l'exportation. L'agriculture comme la nourriture s'en trouvent transformées. L'agriculture, qui consistait à prendre soin de la terre et à cultiver des produits sains, est convertie en une industrie privée. Quant à la nourriture, elle n'est plus une source de nutrition ni de subsistance, mais une marchandise, et, en tant que telle, elle alimente aussi bien les exploitations industrielles que les moteurs de voitures. Les pauvres doivent se contenter des restes.

L'agriculture industrielle est un système alimentaire négatif, car elle consomme plus qu'elle ne produit. Il faut en effet 10 kg

de nourriture pour produire 1 kg de bœuf industriel, entre 4 et 5,5 kg pour produire 1 kg de porc industriel, et un poulet élevé en batterie nécessite deux à trois fois plus de nourriture qu'il n'en produit.

Enfin, les biocarburants industriels exercent une pression nouvelle sur l'alimentation. Au Mexique, les prix du maïs, ingrédient de base des tortillas, ont doublé à mesure que la céréale est de plus en plus utilisée pour produire de l'éthanol, qui sert de carburant. Maïs, soja, colza : toutes ces cultures sont aujourd'hui détournées pour remplir les réservoirs de véhicules plutôt que les estomacs des personnes qui ont faim.

MONDIALISATION ET INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE ET DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Partout dans le monde, un véritable tsunami alimentaire est à l'œuvre, transformant les petites exploitations majoritairement gérées par des paysannes en « usines » à débiter des « marchandises ». La mondialisation a accéléré l'industrialisation de l'agriculture, et l'agriculture industrielle évince désormais les femmes du travail productif de la terre.

La mondialisation de l'agriculture a été dictée par l'agro-industrie, qui recherchait de nouveaux marchés pour ses intrants non renouvelables – semences, engrais et pesticides – et ses produits alimentaires. L'Accord sur l'agriculture de l'OMC¹⁶ et les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale en ont été les principaux instruments. Cette mondialisation s'est traduite par de multiples transformations : elle a notamment fait passer le contrôle de la production alimentaire du niveau local

16 Accord annexé à l'accord instituant l'OMC, entré en vigueur en 1995, dont le but était de réduire les subventions agricoles. (N.d.T.)

et national au niveau mondial, et des agricultrices aux multinationales, qu'il s'agisse des semences ou des systèmes d'entretien et de restauration de la fertilité des sols.

L'industrialisation de l'agriculture marque le passage des apports internes aux apports externes, qui doivent être achetés, de l'écologie à la chimie, de la biodiversité aux monocultures. C'est aussi le passage d'une agriculture fondée sur les connaissances et les savoir-faire des femmes – en matière de conservation des semences, de compostage, de gestion équilibrée des polycultures, de récolte, de stockage et de transformation alimentaire – à une agriculture sans femmes.

L'humanité a consommé plus de 80 000 végétaux différents au cours de son évolution et fait un usage régulier de plus de 3 000 parmi eux. Aujourd'hui, huit cultures seulement fournissent 75 % des aliments dont se nourrit la planète. Avec le génie génétique, la production se limite même à trois d'entre elles – le maïs, le soja et le colza –, bientôt détournées pour servir de biocarburants. Les monocultures détruisent la biodiversité, notre santé, la qualité et la variété de la nourriture et mènent à la malnutrition – touchant les personnes sous-alimentées comme celles qui sont suralimentées. Les monocultures ont été présentées comme une composante essentielle de l'intégration verticale¹⁷, censée permettre de produire plus de nourriture. Ce qu'elles permettent, en réalité, c'est la domination croissante de Monsanto, Cargill ou Archer Daniels Midland, et la hausse de leurs profits. En détruisant la biodiversité, les cultures et les systèmes alimentaires locaux, elles ne font que générer de faux surplus, tout en créant une pénurie bien réelle.

17 Processus visant à contrôler toute la chaîne de valeur, depuis la production des matières premières jusqu'à la fabrication et la distribution des produits finis. (N.d.T.)

Les multinationales nous obligent à consommer de la nourriture qui n'a pas été testée, à base d'organismes génétiquement modifiés (OGM), par exemple. Le soja, aujourd'hui présent dans 60 % des aliments transformés, présente un taux élevé d'isoflavones¹⁸, entre autres phytoœstrogènes, qui peuvent entraîner des déséquilibres hormonaux chez les humains ; sa fermentation traditionnelle, pratiquée dans les cultures chinoise et japonaise, réduit ce taux d'isoflavones. La promotion du soja dans l'alimentation était l'objectif d'une vaste campagne entre 1998 et 2004, subventionnée à hauteur de 13 milliards de dollars par le gouvernement des États-Unis, auxquels se sont ajoutés 80 millions de dollars versés chaque année par l'industrie américaine du soja. Les cultures locales sont pourtant riches de bien d'autres aliments intéressants. Pour les protéines, il existe des milliers de variétés de pois et de légumineuses : pois d'Angole, pois chiche, haricot mungo, haricot urd, haricot riz, haricot azuki, haricot papillon, niébé, pois, lentille, gramme de cheval, fève, haricot ailé... Les huiles de table, quant à elles, peuvent être fabriquées à partir de graines de sésame, de moutarde, de lin, de niger, de carthame, de tournesol ou d'arachide.

En reposant exclusivement sur les monocultures, le système alimentaire accroît sa dépendance aux combustibles fossiles – indispensables à la fabrication des engrais synthétiques, au fonctionnement des gigantesques machines et au transport des marchandises sur de longues distances, augmentant le nombre de « kilomètres alimentaires ». Avec le développement des monocultures et la destruction des exploitations familiales, nous consommons de plus en plus de pétrole au lieu de nourriture, et mettons en danger la planète comme notre santé.

18 Substance ayant une structure moléculaire proche de l'estradiol, hormone qui joue un rôle dans le développement des caractères sexuels secondaires féminins. (N.d.T.)

Il est devenu impératif de dépasser cette monoculture de l'esprit si nous voulons panser les plaies de notre système alimentaire. Les petites exploitations riches en biodiversité sont plus productives et permettent aux agriculteurs de dégager un revenu plus confortable, tout en fournissant une alimentation variée, plus nutritive et savoureuse. Le retour de la biodiversité dans les cultures va de pair avec le retour à la terre des petits paysans. La mainmise du secteur privé sur l'agriculture croît avec les monocultures; la liberté de chacun de choisir ce qu'il mange dépend de la biodiversité.

Les biocombustibles, issus de la biomasse, sont encore la principale source d'énergie des populations pauvres dans le monde. Les exploitations écologiques riches en biodiversité ne produisent pas seulement de la nourriture, mais aussi de l'énergie. La biomasse non comestible – bouses de vache, pailles de millet et de légumineuses, cultures d'arbres et zones boisées des villages – est utilisée pour cuisiner. Gérés durablement, ces biens communs villageois constituent depuis des siècles une source d'énergie décentralisée. Quant aux biocarburants industriels, ils ne sont pas le carburant des pauvres; ils sont la nourriture des pauvres transformée en chaleur, en électricité et en moyens de transport pour les riches. Le secteur des biocarburants liquides, notamment de l'éthanol et du biodiesel, stimulé par la recherche de solutions pour remplacer les combustibles fossiles, dans le double but de survivre au pic pétrolier et de réduire les émissions de dioxyde de carbone, connaît aujourd'hui l'une des plus fortes expansions. Lorsqu'il était président des États-Unis, George W. Bush a ainsi tenté de légiférer sur la consommation obligatoire de 130 milliards de litres de biocarburants à l'horizon 2017. Alexander Müller, du département du développement durable à la FAO, a quant à lui déclaré : « L'abandon progressif du pétrole est en marche. D'ici à quinze ou vingt ans, les biocarburants pourraient satisfaire au moins 25 % des besoins énergétiques

de la planète. » Parmi les pays qui ont récemment mis en place une politique probiocarburants figurent l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, l'Équateur, l'Inde, l'Indonésie, le Malawi, la Malaisie, le Mexique, le Mozambique, les Philippines, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Thaïlande et la Zambie.

Il existe deux types de biocarburants industriels : l'éthanol et le biodiesel. Le premier se fabrique à partir de matières premières riches en saccharose, comme la canne à sucre et la mélasse, ou en amidon, comme le maïs, l'orge et le blé, auxquelles on ajoute de l'essence. Le second est produit à partir de certaines huiles végétales comme l'huile de palme, de soja ou de colza, mélangées à du diesel.

Dans une déclaration intitulée « Des réservoirs pleins au prix d'estomacs vides¹⁹ », des représentants d'organisations et de mouvements sociaux du Brésil, de la Bolivie, du Costa Rica, de la Colombie, du Guatemala et de la République dominicaine ont affirmé : « Le modèle actuel de production de bioénergie est soutenu par ceux-là mêmes qui ont toujours opprimé nos peuples en s'appropriant leurs terres, leurs ressources naturelles et leur force de travail. » Dans un article paru en 2007 sous le titre « Les denrées alimentaires, armes de l'impérialisme : biocarburants et faim dans le monde », Fidel Castro a quant à lui déclaré : « Plus de trois milliards d'individus sont condamnés à mourir prématurément de faim et de soif. »

Le secteur des biocarburants se développe vite à travers le monde. Les États-Unis et le Brésil ont construit des usines de production d'éthanol, et l'Union européenne entend bien rattraper son retard dans l'exploration de marchés potentiels. Partout, les autorités au pouvoir adoptent des politiques destinées à

19 Rédigée en 2007 à l'occasion de la signature d'un accord sur les biocarburants entre les États-Unis et le Brésil. (N.d.T.)

encourager la production de biocarburants. Les États-Unis poussent notamment les pays du Sud dans cette direction, afin de satisfaire leurs besoins énergétiques en pillant les ressources des autres.

Cette forte hausse de la demande en céréales ne peut être satisfaite qu'aux dépens de besoins humains plus fondamentaux, et notamment ceux des populations pauvres qui n'ont plus les moyens d'accéder au marché alimentaire. Le 28 février 2008, le Mouvement des sans-terre (MST) au Brésil a ainsi déclaré : « L'expansion de la production de biocarburants aggrave la faim dans le monde. On ne peut pas continuer à remplir les réservoirs de nos voitures alors que les estomacs sont vides. » Le détournement des cultures vers la production de carburant entraîne d'ores et déjà la hausse du prix du maïs et du soja – et ce n'est qu'un début. Combien de terres faudra-t-il donc encore sacrifier pour produire ne serait-ce qu'un quart de l'énergie que consomme la planète ?

Il faut une tonne de maïs pour produire 413 litres d'éthanol ; il en faut donc 315 millions de tonnes pour obtenir les 130 milliards de litres que les États-Unis appellent à consommer. Or ceux-ci n'ont produit que 280 millions de tonnes de maïs en 2005. En outre, ils ont rendu le Mexique dépendant de leur maïs à la suite de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), signé en 1994, qui a détruit les petites exploitations mexicaines. Cette situation est à l'origine de la révolte zapatiste menée au Chiapas depuis la même année.

Les biocarburants industriels sont promus comme une source d'énergie renouvelable permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. En réalité, l'utilisation du soja, du maïs et des palmiers à huile risque d'aggraver la crise climatique et les concentrations atmosphériques en CO₂, pour deux raisons. Tout d'abord, la surface toujours plus grande occupée par les plantations de soja et de palmiers à huile est obtenue au prix

d'une déforestation qui accroît les émissions de CO₂. Selon la FAO, 1,6 milliard de tonnes de gaz à effet de serre (soit 25 à 30 % des émissions annuelles) sont dues à la déforestation. En Indonésie, les plantations destinées aux biocarburants pourraient avoir détruit 98 % de la forêt tropicale humide à l'horizon 2022.

L'organisation à but non lucratif Wetlands International estime que le remplacement des tourbières d'Asie du Sud-Est par des plantations de palmiers à huile est responsable de 8 % des émissions mondiales de CO₂ ; et selon l'organisation intergouvernementale Delft Hydraulics, la production d'une seule tonne d'huile de palme équivaut à 30 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone, soit dix fois plus qu'une production équivalente de pétrole. Cette pollution atmosphérique supplémentaire est néanmoins admise au titre de mécanisme pour un développement propre par le Protocole de Kyoto pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, les biocarburants contribuent au réchauffement climatique qu'ils sont censés atténuer²⁰.

Pire encore, la conversion de la biomasse en carburant liquide consomme plus de combustibles fossiles qu'elle n'en remplace. La production d'un litre d'éthanol nécessite 7400 kcal ; or ce litre d'éthanol ne fournit que 5132 kcal. Les États-Unis consacrent 20 % de leurs plantations de maïs à la production de 19 milliards de litres d'éthanol, qui ne remplaceront que 1 % de la consommation de pétrole. Si 100 % des plantations de maïs y étaient consacrés, ce ne seraient encore que 7 % de la quantité totale de pétrole qui pourraient être substitués. Les biocarburants ne sont donc d'aucun secours face au pic pétrolier ou au dérèglement climatique²¹. Et quand on sait que le maïs nécessite plus

20 *Bulletin du Mouvement mondial pour les forêts tropicales*, n° 112, novembre 2006.

21 David Pimentel lors d'une conférence sur « la triple crise » donnée dans le cadre de l'International Forum on Globalization, Londres, septembre 2007.

d'engrais azotés, d'insecticides et d'herbicides que toute autre culture, et qu'il faut 450 litres d'eau pour produire un litre d'éthanol, cette « solution » risque de déclencher plus de crises qu'elle n'en aura résolu.

UNE AGRICULTURE SANS FEMMES, UNE SOCIÉTÉ SANS FILLES

La mondialisation de l'économie est censée moderniser les sociétés et améliorer la condition des femmes, mais c'est l'inverse qui semble se produire. Les valeurs patriarcales du marché et la misogynie du patriarcat religieux s'associent non seulement pour marginaliser les femmes, mais vont même jusqu'à se débarrasser d'elles. Le phénomène des foeticides féminins, qui prend de l'ampleur en Inde, illustre combien les patriarcats capitaliste et religieux [voir la note « Patriarcat capitaliste et patriarcat religieux », p. 385] convergent pour porter la violence à l'encontre des femmes à des niveaux jamais atteints.

Une telle régression n'est pas le fruit du hasard. Ainsi, c'est dans l'État du Pendjab, théâtre de la révolution verte²², que les premiers foeticides féminins ont été pratiqués et que l'amniocentèse a été utilisée à cette fin pour la première fois. Entre 1978 et 1983, 78 000 fœtus féminins ont été avortés après détermination du sexe. La proportion de filles pour 1 000 garçons à la naissance est passée de 976 en 1961 à 927 en 2001. Elle a fortement décliné à partir de 1981, lorsque les technologies de détermination du sexe se sont généralisées.

La population indienne a augmenté de 21 % entre 1991 et 2001, pour atteindre 1,03 milliard d'individus. Mais dans le même temps, les filles disparaissaient. En considérant l'évolution du

22 Ensemble de techniques agricoles modernes et de mesures économiques qui ont été appliquées dans de nombreux pays, en particulier en Inde, à partir des années 1940 afin d'augmenter la production agricole. (N.d.T.)

rapport de masculinité²³ et l'accroissement démographique, on peut conclure qu'il manque 36 millions de femmes en Inde, ce qui représente plus de la moitié des 60 millions de femmes « manquantes » dans le monde, qui n'ont pas eu le droit de naître à cause des avortements sélectifs.

Si les foeticides féminins étaient la conséquence d'un biais traditionnel antifemmes, ils se limiteraient aux régions où ce biais a toujours été particulièrement marqué et diminueraient à mesure que l'évolution socio-économique érode les structures traditionnelles. Or ils se multiplient tel un cancer dans toute la société indienne : les régions enregistrant une forte croissance économique, une « modernisation » plus rapide et une intégration plus précoce à l'économie mondiale affichent des taux de foeticides féminins plus élevés et un rapport des sexes à la naissance en plus grand déséquilibre. À mesure que la croissance économique et la prospérité augmentent, les filles viennent à manquer.

L'alimentation est littéralement devenue une question de vie ou de mort pour les femmes, que ce soit à travers la faim et la sous-alimentation, le refus de s'alimenter dû à l'anorexie mentale, l'obésité ou les foeticides féminins.

Partout dans le monde, les femmes s'élèvent contre les politiques qui attentent à leurs moyens de subsistance et à leur souveraineté alimentaire. Afin de garantir la sécurité alimentaire de leurs communautés, elles proposent des réponses autres que celle de l'économie mondiale dominante tournée vers les profits. Voici les méthodes et les principes qu'elles préconisent :

23 Nombre d'hommes rapporté au nombre de femmes dans une population ou un groupe d'âge particulier. (N.d.T.)

- localisation et régionalisation contre mondialisation;
- non-violence contre domination agressive;
- équité et réciprocité contre concurrence;
- respect de l'intégrité de la nature et de ses espèces;
- conception de l'être humain comme partie intégrante – et non comme maître – de la nature;
- protection de la biodiversité dans la production et la consommation.

Les femmes doivent se réapproprier l'avenir de l'alimentation, le façonner et en prendre le contrôle démocratique. C'est seulement lorsque l'alimentation sera entre leurs mains que la sécurité alimentaire, comme celle des femmes elles-mêmes, pourra être garantie.

Vandana Shiva, Delhi, 2009